



**Rapport Mi-Parcours de la Phase II:**  
**Soutien au Processus de la Réforme de la Police en RDC**

**Octobre 2007**  
**Kinshasa, République Démocratique de Congo**

**Projet Idasa:  
Soutien au Processus de la Réforme de la Police en RDC – Phase II  
Rapport Mi-Parcours : Octobre 2007**

**Contexte**

Les efforts du Groupe *Mixte de Réflexion sur la Reforme et la Réorganisation de la Police Nationale Congolaise* (GMR<sup>3</sup>) ont servi de base des échanges sur la réforme de la police en RDC au cours de l'année 2006. Idasa, en partenariat avec DFID et SAPS, a commencé la Phase 1 de son programme en appui au processus vers la fin de l'année 2006.

Le projet est organisé dans un partenariat tripartite qui implique le DFID, SAPS et Idasa. En dépit des ressources étrangères qui sont offertes par ce projet, le principe de base est que tout processus de réforme en RDC doit être conduit par les congolais et le résultat devrait répondre aux besoins des congolais. Ce programme n'a donc nullement l'intention d'influencer la nature ou le résultat du processus de la réforme, mais plutôt informer, équiper et communiquer avec ceux qui travaillent au sein des structures officielles du pouvoir tels que le Ministère d'Intérieur, la PNC, le Parlement et d'autres Ministères du Gouvernement indiqués, ainsi que les structures de la société civiles, sur les aspects critiques de la réforme de la police. Il essaie de faire office de facilitateur dans un processus où ces parties peuvent travailler ensemble pour mettre en place une PNC qui soit efficace, valable et légitime.

La phase 1 est arrivée à terme à la fin du mois d'avril 2007. La Phase I a eu comme activités :

- Une série d'ateliers avec les représentants de la société civile en vue de les rendre capables de participer plus activement dans le processus de la réforme de la police
- Un processus de formation pour un petit groupe de représentants de la société civile, qui consistait en une session de la formation d'une semaine à Kinshasa, suivi d'une visite d'étude en Afrique du Sud pour prendre part à une conférence internationale sur « la Réforme de la Police dans les Pays Africains en Période Post Conflit »
- Aider le Ministère de l'Intérieur et la PNC à convoquer un « Séminaire National Multi Sectoriel » en avril 2007 pour permettre une concertation sur le rapport du GMR<sup>3</sup>, et cela a abouti à plusieurs autres amendements au document et à l'avant-projet de la Loi Organique qui y est contenu.

L'une des réalisations majeures au cours de la Phase 1 c'est la reconnaissance de la société civile, par les autorités de la police et le Ministère de l'Intérieur, comme étant un acteur important sur les questions de la politique et du processus de la réforme. Une autre réalisation du genre était le renforcement de capacité de la société civile congolaise pour lui permettre de s'engager auprès du Gouvernement sur les

questions de la réforme; quoique beaucoup reste encore à faire pour soutenir l'effort de la société civile sur les questions de surveillance policière et de la sécurité communautaire.

## **Présentation des Événements dans le Temps**

La phase 2 du projet a commencé en mai 2007, avec l'intention de continuer à assurer le soutien au processus de la réforme de la police en mettant plus l'accent sur une ouverture à la surveillance et au partenariat entre la communauté et la société civile; et en appui au *Comité de Suivi sur la Reforme de les la Police* (CSRП) proposé. Cette deuxième phase du projet devra durer dix mois et va aller jusque fin février 2008. En plus du soutien aux activités en cours sur le renforcement de capacité et l'assistance technique à la réforme de la police en RDC au cours de cette même période, les fondements seront aussi mis en place pour un programme d'assistance à plus longue qui est sous examen par le DFID et le SAPS.

## **Les activités réalisées à ce jour (mai – octobre 2007)**

- Atelier avec les membres des médias: Un atelier d'exposition et de formation a été organisé par Idasa du 19 au 21 juin, pour environ 30 membres des médias congolais et quelques membres de la section médiatique de la PNC. Un des objectifs clé de l'atelier était d'informer et de consolider la connaissance des médias sur les questions de la réforme de la police. Le groupe a débattu des méthodes de reportage médiatique en vue d'instruire et d'informer les citoyens sur les matières de la réforme de la police. (Le rapport de l'atelier – en français – est disponible sur le site Internet d'Idasa [www.idasa.org.za](http://www.idasa.org.za) )
- L'entretien de l'infrastructure des communications radio de la PNC installée dans le cadre du programme de la sécurisation des élections: la plupart des installations en souffrance ont été achevées pendant cette période. Des séances d'échanges ont été organisées avec les nouveaux Chefs d'équipe des communications de la PNC, et le travail débuté en priorités convenues à la fin février 2007. Cela comprend les améliorations des données sur le système HF, les liaisons hertziennes améliorées entre Kinshasa et les provinces (en particulier à l'Est), la formation des techniciens de diverses compétences, la formation en informatique pour les opérateurs et les techniciens, l'achèvement du nouvel atelier, et la mise en place des procédures et d'un services des archives. Une évaluation des systèmes actuels, entreprise par le personnel de la PNC, est en cours et les résultats seront utilisés comme information à plus long terme dans la conception de la stratégie et des systèmes.
- Assistance à DFID dans la conception d'un éventuel projet sur le genre et la violence sexuelle en appui au programme REJUSCO. Idasa a organisé une brève mission à Goma en septembre et est en train de concevoir un projet de soutien sur les possibilités d'améliorer l'attention accordée aux questions du genre et de l'accès de la femme à la justice dans le cadre du programme REJUSCO, pour que cela serve de projet pilote pour l'ensemble du pays.

- Un processus de vulgarisation des résultats du Séminaire National en avril 2007 aux structures de la société civiles et au public en général. L'intention était d'informer les organisations de la société civile sur le processus de la réforme de la police, et de concentrer leur intérêt et participation dans le processus. Les 4 événements de vulgarisation ont été organisés par les participants de la société civils aux Séminaire National, et ces événements ont eu lieu à différents endroits dans la Ville de Kinshasa le 29 juin et 2 juillet (Centre Béthanie, le Carrefour des Jeunes à Matonge / Kalamu, La paroisse St. Marc à Kingasani, et à l'Ecole Mafema à l'UPN). Environ 200 représentants des organisations de la société civil y ont participé, et ces événements ont été couverts et diffusés à l'échelle nationale par les médias – TV, radio et journaux.
- Atelier sur les Droits de l'homme et la surveillance policière, organisé le 16 août avec les ONGs Congolaises et Internationales. L'objectif de l'atelier était de créer un cadre de débat sur la promotion des droits de l'homme dans la surveillance policière – y compris les droits des victimes des crimes, des suspects criminels, des communautés et des Agents de la Police. Il a connu la participation des Organisations des Droits de l'Homme Internationales et congolaises, ainsi que des observateurs de la MONUC, EUPOL, CE et de différentes Ambassades. (Le rapport de l'atelier - en français - est disponible sur le site Internet d'Idasa : [www.idasa.org.za](http://www.idasa.org.za) )
- L'atelier sur les Droits de l'homme et la surveillance policière organisé le 20 septembre 2007 entre les ONGs congolaises et les représentants de la PNC. 46 participants y ont pris part dont 16 représentants de la PNC. L'objectif de l'atelier était d'initier un dialogue entre les ONG des droits de l'homme congolaises et la PNC sur les stratégies pour améliorer les droits de l'homme lors de la surveillance policière; et cette initiative a été animée par 3 experts de la société civils qui ont travaillé en collaboration avec Idasa – Irène Isambo (CJR 1325), Me Loochi Kizungu (AED Bukavu) et Me Missak Kasongo (Securitas Congo). L'atelier a connu un succès et il est probable que ce dialogue Congolais se poursuive encore. (Le rapport de l'atelier et certaines des communications faites lors de l'atelier sont disponibles sur le site Internet d'Idasa : [www.idasa.org.za](http://www.idasa.org.za) )
- Le soutien accordé à 5 participants congolais au Course du SADSEM sur la Gouvernance du Secteur de Sécurité. Le « Southern African Network on Defence and Security Management » (SADSEM)<sup>1</sup> organise un Cours annuel, sanctionné d'un brevet, à l'Université de Witwatersrand en Afrique du Sud. Ce cours est très considéré par les institutions de sécurité dans la région de la SADC, et chaque pays membres de la SADC envoie quelques participants suivre le cours chaque année. Cette année, le sujet du Cours était « la Gouvernance du Secteur de Sécurité » et il a été dispensé simultanément en anglais, en français et en portugais. Mme Janine Rauch d'Idasa y a participé en qualité de facilitatrice/Enseignante. Idasa a accordé de l'assistance à 5 autres participants congolais qui ont suivi le cours du 3 au 21 octobre :

---

<sup>1</sup> Réseau de l'Afrique Australe sur la Défense et la Gestion de la Sécurité

- Me Loochi Kizungi de « Action et Éducation pour les Droits » (AED) Bukavu;
- Me Missak Kasongo de « Securitas Congo »;
- Col. Julie Watezadio – Chef du département TI à l'Inspection Générale de la PNC;
- Col. Louis Chandende Ezun Loberi – Chef du Département Medico-Pharmaceutique à l'Inspection Générale de la PNC; et
- Col. Gilbert – Chef de l'Unité Organisation & Planification à l'Inspection Générale de la PNC

Idasa va organiser, en février de l'année prochaine, une brève session d'évaluation sur le cours avec les participants congolais pour évaluer l'impact du cours sur les participants et sur le SSR en général, en vue de juger de l'opportunité d'accorder un quelconque autre soutien dans l'avenir.

- Le soutien accordé à deux (2) participants congolais pour prendre part à la réunion du « African Security Sector Network » (ASSN)<sup>1</sup> organisée à Addis Ababa du 9 au 11 octobre 2007. La réunion était au sujet du développement d'une politique africaine sur la RSS et le soutien apporté par Idasa a rendu possible une participation congolaise significative dans les débats, ainsi qu'une occasion pour les délégués congolais pour prendre des contacts avec les experts de la Réforme du Secteur de Sécurité en provenance d'autres parties de l'Afrique. La délégation congolaise était composée des deux délégués ci-après :
  - Prof. Mbela Hiza de la Chaire UNESCO de l'Université de Kinshasa et
  - Dr. Joseph Yav Kutshung de la Chaire UNESCO de l'Université de Lubumbashi

### **Activités en suspens à réaliser avant la fin du mois de février 2008**

- Des Visites d'étude en Afrique du Sud pour l'Inspecteur Général et un groupe d'officiers supérieurs de la PNC impliqué dans la réforme de la PNC. La visite avec le groupe d'officiers de la PNC se tiendra du 18 -30 Novembre 2007. Le but de ces visites n'est pas seulement de présenter aux participants l'expérience de l'Afrique du Sud sur la réforme de la police, mais aussi de leur donner une occasion d'interagir réciproquement dans un nouvel environnement, et pour refléter et penser relativement au processus en RDC. Il est prévu que parmi les membres du groupe qu'il y ait des officiers responsables de la formation et des communications.
- Assurer l'assistance technique à la PNC sur demande, dans la livraison d'informations et l'échange comparatif d'expériences.
- Assurer l'assistance au CSRP et à certains ou à tous ses Groupes de Travail. Cela peut comprendre entre autre :
  - Les Conseillers Techniques de SAPS – un maximum de trois membres de SAPS pourront être mis à la disposition du CSRP. La forme définitive de cette

---

<sup>1</sup>Réseau du Secteur de Sécurité Africain

assistance de la police Sud Africaine sera décidée après concertation avec la PNC et les partenaires bailleurs des fonds.

- Participation de la Société Civile Congolaise dans le CSRP: si la participation de la société civile congolaise dans les structures du CSRP est exigée, le DFID, par le canal d'Idasa, pourra examiner la possibilité de les soutenir en couvrant leur rémunération, pour leur prestations, ainsi que leurs besoins.
  - la participation des experts d'Idasa dans les activités des CSRP et ses groupes de travail ne pourra se faire que sur demande.
- Un atelier de formation sera organisé (12 – 16 novembre 2007) en collaboration avec un des nos partenaires congolais, la Chaire UNESCO de l'Université de Kinshasa, pour environ 60 membres de la Commission Défense et Sécurité du Parlement et du Sénat. Le but de la formation est d'informer et de consolider la base des connaissances des membres de la commission sur le sujet de la réforme du secteur de la sécurité et la surveillance. Certaines des sessions seront présentées par les membres du groupe de la société civil formés à l'initiative d'Idasa lors de la phase précédente de ce projet. Cette session va aussi offrir une occasion pour :
    - Identifier les besoins actuels en formation pour les parlementaires; et
    - Développer une relation de travail avec la commission.
  - Une réunion nationale des représentants de la société civile (20 – 22 novembre 2007) sur la réforme de la police, avec pour objectifs généraux :

Il est à noter que seules les sessions d'ouverture et de clôture de cette la seront ouvertes aux autres observateurs – ne prendront part à cette réunion que les représentants de la société civile Congolaise.

- Dans le cadre du suivi de l'Atelier de la Société Civil Nationale, Idasa, avec ses partenaires de la société civile, compte organiser une autre session de formation pour un groupe sélectionné (10-15 membres) de la société civile à l'est du pays (Bukavu). La formation sera autour de la réforme de la police et le rôle spécifique de la société civile et elle aura pour objectif de renforcer la capacité de la société civile dans les provinces de l'est en vue de continuer à exercer une influence positive sur le processus de la réforme de la police nationale.
- Recherche pour renforcer la connaissance des Congolais: Nous avons initié trois travaux de recherche. Le but de ces travaux de recherche est de rendre disponibles des informations pour tout développement de politique et toute prise de décision utile, mais aussi pour fournir des informations authentiques aux citoyens congolais. Les sujets qui font l'objet de la recherche sont:
  - Une analyse des normes et standards internationaux et africains applicables en rapport avec la surveillance policière et les droits de l'homme, et leurs répercussions sur la PNC et le Gouvernement de la RDC. Ceci devra comprendre une analyse des directives et accords du développement qui peuvent avoir de l'impact sur l'exercice du travail de la police, par exemple la

Déclaration de Paris, les Directives de l'OCDE sur la RSS, la Charte Africaine sur les Droits Humains et des Populations, le CEDAW, etc. Cette étude sera faite par l'équipe d'Idasa, et devra être terminée en décembre 2007.

- Une étude de grande envergure sur la surveillance policière non étatique en RDC (p. ex. la *Police de Chefferie*) pour vérifier sa taille, son rôle et son apport dans ce secteur dont le projet d'ensemble est d'assurer la sécurité du citoyen; pour examiner les relations entre la surveillance policière étatique et non étatique et identifier les questions de la réforme qui peuvent survenir par rapport à ce secteur de surveillance non étatique. Cette étude sera menée par le CCDAP/KIEP membre du réseau des ONG Congolaises et cette étude devra être prête en décembre 2007.
- Une étude de grande envergure sur les maisons de gardiennage en RDC pour déterminer leurs tailles, leur rôle et leur apport dans ce secteur dont le projet global est d'assurer la sécurité du citoyen; pour examiner les relations entre la police de l'état et la sécurité privée, et identifier les questions de la réforme qui peuvent survenir par rapport à ce secteur de surveillance non étatique. Cette étude sera menée par une ONG congolaise « Securitas Congo » et devra être prête en décembre 2007.
- Site Internet – Idasa est en train de créer un site Internet qui devra contenir des informations en rapport avec, et utile pour, le processus de la réforme de la police en RDC. Ce site va reprendre la reconnaissance des ressources (en français) dans le but d'aider toute personne à s'impliquer (ou à s'intéresser) dans le processus sur la réforme de la police en RDC. En dépit de l'accès limité à l'Internet pour la plupart des Congolais, nous croyons que la plupart de principaux acteurs dans le processus basés en milieux urbains ont, ou sont en train d'acquérir l'accès à l'Internet et chercheront de plus en plus des ressources internationales sur Internet pour les aider dans leur travail. Aussi, des matières pertinentes et les rapports des événements organisés par Idasa seront publiés sur le site pour un accès facile. Avant le lancement de ce nouveau site, beaucoup de rapports et les documents sont publiés sur le site Internet d'Idasa : [www.idasa.org.za](http://www.idasa.org.za)
- Série des conférences - Idasa va organiser une série des conférences sur des différents sujets d'intérêt pour les participants au processus de la réforme de la police. Ces conférences publiques, financées par la « Swidish International Development Agency » (SIDA)<sup>1</sup>, seront organisées sur une base mensuelle (à partir du mois de novembre). Les objectifs de la série des conférences sont:
  - L'échange des connaissances sur les informations et expériences entre les participants dans le processus de la réforme de la police Congolaise
  - Créer des occasions de vulgarisation de nouvelles informations au public, à travers les médias, lesquelles informations peuvent aider dans le processus de la réforme de la police
  - Offrir une occasion pour établir des réseaux de relations et consolider les relations.

---

<sup>1</sup> Agence Internationale de Développement Suédoise

Cette série des conférences est ouverte aux suggestions. Les éventuels orateurs et sujets à ce jour comprennent :

- Fernando Fondevilla (EUPOL) sur la réforme de la police au Guatemala
- Jean-Paul Wuyts ou Jean Allaert (EUPOL) sur la réforme de la police en Belgique
- CCDAP/KIEP sur la surveillance policière non étatique en RDC
- Adrian Horn (Idasa) sur la réforme de la police en Sierra Leone
- SAPS (Mike Malimela, Pieter du Plessis) sur la réforme de la police en Afrique du Sud
- Willie Nindorera (CENAP Centre d'Alerte et de Prévention de Conflit au Burundi) sur la réforme de la police et image de la police pour le public
- « Securitas Congo » sur la sécurité privée en RDC

### **Les défis à ce jour**

- PNC: le changement dans l'équipe dirigeante de la PNC en juin a fait qu'il se soit avéré nécessaire de tisser de nouvelles relations entre l'Inspection Générale et l'équipe d'Idasa en RDC. La Visite d'Étude de la PNC en Afrique du Sud va constituer une occasion de développer ces nouvelles relations, et nous attendons avec impatience de travailler avec la nouvelle équipe dirigeante de la PNC.
- CSRP: le retard dans la mise en place du CSRP fait que les ressources budgétaires allouées au CSRP restent non dépensées dans notre projet financé par le DFID.
- SAPS: nous attendons encore les conclusions de la réunion de la Commission Mixte SA-RDC qui a eu lieu en août, pour voir en particulier comment la coopération bilatérale SAPS-PNC sera organisée dans les mois à venir.

### **Bureau et personnel d'Idasa-RDC**

- Idasa a ouvert son nouveau bureau de Kinshasa au Centre des Affaires de Ngaliema (l'ancien Chanimetal), au n° 1527 de l'Avenue Colonel Mondgeba, Commune de Ngaliema (vers Kintambo).
- Idasa est en train de recruter deux stagiaires Congolais pour un stage au Siège Social d'Idasa à Pretoria en vue d'être formé pendant cette phase du programme, dans l'intention de les aider à se familiariser avec les différents aspects du travail sur la démocratie afin qu'ils continuent le rapport de travail avec le siège à leur retour au Congo.
- Idasa a recruté une administratrice Congolaise, Daida Moleka pour travailler dans son nouveau bureau de Kinshasa.
- L'équipe Sud Africaine d'Idasa est en train de se perfectionner en français – James Carnegie a suivi une formation d'apprentissage intensif du français en France pendant 3 semaines entre septembre / octobre et Janine Rauch va devoir aller étudier à l'*Institut de Français* en janvier, en France également.